

**Intervention en assemblée plénière de Madame Dominique VOYNET,
Ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement,
représentant la France**

Fin1

Madame la présidente, mesdames et messieurs.

L'an dernier à Kyoto, nous nous sommes fixé des objectifs, nous avons déterminé des principes d'action et retenu quelques outils de mise en œuvre pour tenter d'enrayer des changements climatiques de grande ampleur auxquels nous ne voulons, ni ne pouvons nous résigner.

Aujourd'hui, à Buenos Aires, il est temps de traduire nos engagements en actes concrets.

Premier enjeu : Commençons nous, pays riches, par tenir parole !

La réalisation effective des réductions d'émissions décidée à Kyoto par les pays de l'annexe 1 passe d'abord par un effort domestique massif des pays développés.

Ils n'ont pas seulement une responsabilité historique : ils sont à l'origine de la majorité des émissions mondiales.

C'est sur cet effort de base de réduction des émissions que sera jugée la sincérité de l'engagement de chacun de nos gouvernements.

Certes, plusieurs pays ont déjà adopté des mesures au plan national : isolation des logements, amélioration des procédés industriels, réduction des émissions des véhicules, maîtrise de l'énergie.

Mais, une approche commune de mesures collectives est indispensable pour améliorer leur efficacité.

Dans ce but, les pays développés doivent dès aujourd'hui adopter des politiques et mesures économiquement et écologiquement efficaces.

Quels en sont les instruments ?

Il faut d'abord faire progresser les technologies notamment par un effort de normalisation des performances des équipements grand public et des accords volontaires de réduction des émissions dans les transports.

Il faut également prendre appui sur l'attrait que présentent des potentiels de réduction de carbone à travers les mécanismes de marché à plus faible coût.

Mais, ceux-ci ne sauraient constituer qu'un **complément**, comme nous l'avons décidé ensemble à Kyoto. A cela s'ajoute la longueur des délais nécessaires à la mise en place effective des mécanismes d'évaluation, de vérification et de contrôle indispensables à leur efficacité.

C'est pourquoi, il faut aller au delà : il n'y a pas d'autres solutions que l'engagement de nos sociétés d'abondance et de gaspillage dans un développement plus durable.

Les pays tardant à engager la transition seront ceux qui connaîtront l'adaptation la plus difficile.

Pour cela, je crois nécessaire d'utiliser tous les moyens d'action de l'Etat : lois, normes, règlements, accords volontaires sans oublier la fiscalité, tenant compte du contenu en carbone et de l'impact environnemental des différentes activités.

Le produit de ce type de fiscalité peut contribuer à notre effort de solidarité en direction des pays en développement et réduire les prélèvements qui pèsent sur l'emploi et l'investissement.

En matière de fiscalité, l'adaptation de nos industries du secteur concurrentiel serait fortement facilitée par l'adoption de mesures communes qui éviteraient des distorsions de concurrence ravageuses.

Je pense bien sûr à la taxation du kérosène.

Sachez que l'Europe avance à grands pas dans cette direction.

Si nous nous montrions capables de coordonner nos efforts, la fixation d'un plancher aux efforts nationaux à l'intérieur des réductions totales fixées à Kyoto ne restera pas une simple garantie contre les dérapages. Elle

constituera un moyen de vérifier l'efficacité des stratégies développées dans les pays riches au nom des principes de responsabilité et de solidarité.

Deuxième enjeu, n'oublions personne, dans l'effort commun comme dans la solidarité.

L'effort commun doit être équitable, c'est à dire proportionné aux moyens de chacun. La reconnaissance des droits de chacun vis à vis de ce bien commun qu'est l'atmosphère est la clé de l'engagement de tous.

La lutte contre l'effet de serre ne doit surtout pas entraver le développement des plus faibles.

Il faut au contraire les aider à défricher une nouvelle voie de développement, plus durable que celle qu'ont emprunté les pays industrialisés.

Cela est d'autant plus urgent que ces pays sont souvent les principales victimes du changement climatique.

Puisqu'à l'échéance de 2020, la majorité des émissions devrait provenir des pays en développement, il est fondamental de les aider à s'équiper sans tarder avec les meilleures techniques.

Il est fondamental de mettre en place les mécanismes permettant une répartition équitable des financements. Il est nécessaire que l'ensemble des Etats soit intégré dans la dynamique de lutte contre l'effet de serre.

L'équité dans l'effort, l'équité dans les droits

L'effort commun doit reposer, pour être équitable, sur le principe d'une convergence à long terme, pour tous les pays, des taux d'émissions de gaz à effet de serre.

Une telle convergence permettrait d'évaluer l'évolution générale de chaque pays et sa contribution à l'effort commun dans un souci d'équité. Pourrait ainsi être reconnu comme un effort d'application du protocole de Kyoto d'un pays en développement, toute action qui consisterait à orienter son développement dans cette stratégie de convergence.

C'est la voie, la seule, qui permettra aux pays du sud de s'inscrire progressivement dans le processus lancé à Kyoto.

L'équité dans la répartition des financements

Il s'agit d'abord de la responsabilité des pays riches.

Dans cet esprit, la France vient de décider l'annulation de la dette du Honduras et du Nicaragua dramatiquement sinistrés par le cyclone Mitch soit 240 millions de \$.

La France apporte une aide d'urgence de 4 millions de \$ en plus des 120 millions de \$ de l'Union Européenne.

La France et le Royaume Uni proposent en outre la création d'un Fonds se substituant aux remboursements des pays d'Amérique centrale vis à vis du FMI.

Concernant l'effet de serre, les outils de financement multilatéral existent déjà : des projets de développement sont engagés notamment dans le cadre du Fonds pour l'Environnement Mondial.

Mais une réflexion d'ensemble semble aujourd'hui nécessaire.

C'est pourquoi, la France a proposé, il y a quelques jours, d'organiser une conférence internationale sur les différents mécanismes nécessaires pour faciliter les transferts de technologies. Notre souci est d'intensifier les transferts de savoir-faire en faveur de techniques robustes, économes et utiles.

Mais il n'y a pas que le secteur industriel qui soit concerné. La lutte contre l'effet de serre dans les pays du sud doit également s'appuyer, par exemple, sur une meilleure efficacité énergétique dans les logements neufs et les infrastructures publiques. Leur durée de vie est en effet de l'ordre du siècle.

Cet enjeu, tout aussi important que l'équipement industriel, rend nécessaire un effort massif de transfert de technologies et de connaissances. Prévenir par la qualité des équipements et des infrastructures coûtera à tous moins cher qu'améliorer ultérieurement des équipements mal conçus.

La France est disposée à soutenir un programme international de transfert de savoir-faire et de technologies pour la construction de bâtiments neufs bénéficiant d'une bonne isolation thermique, qui s'appuierait sur les politiques et mesures des pays de l'annexe 1.

Pour accompagner ces différents efforts, il est essentiel de dégager les ressources d'une aide additionnelle au développement durable.

A cet effet, il serait utile de faire progresser l'idée d'une contribution financière prélevée sur les échanges effectués dans le cadre des différents mécanismes de flexibilité.

Troisième enjeu : l'adoption de règles permettant de garantir la fiabilité écologique et la sécurité juridique de chacun des mécanismes de marché.

Ces mécanismes de flexibilité peuvent être, comme la langue d'Esope, la meilleure comme la pire des choses.

La pire, si, non maîtrisés, ils constituent un échappatoire aux obligations souscrites ;

La meilleure, s'ils permettent d'accélérer la réduction des émissions à un coût minimal.

C'est pourquoi les mécanismes devront s'appuyer sur un système fiable de régulation.

Celui-ci devra porter sur la vérification du caractère effectif et durable des réductions.

Il devra assurer la transparence et l'accès aux opportunités de transactions.

Il devra être équitable dans la création et l'allocation des droits à échanger. Un prix plancher de la tonne de carbone pourrait y contribuer.

Enfin, il devra s'accompagner de sanctions avec responsabilité du vendeur et de l'acheteur.

Les récentes crises financières internationales ont rappelé à chacun à quel point la sécurité des transactions était indispensable.

Ces mécanismes ne peuvent relever de la seule bonne volonté des Etats. Ils doivent être définis dans le cadre du protocole de Kyoto. Ils constituent une condition de son efficacité et de sa crédibilité.

Conclusion

La lutte contre l'effet de serre demande à la fois des politiques publiques fortes, toutes les ressources de la technique, la mobilisation de l'initiative privée et une citoyenneté plus active.

Il nous reste quelques heures pour nous retrouver sur une démarche commune.

Je n'aurai qu'une recommandation : préservons l'équilibre de Kyoto.

Nous progresserons en l'améliorant, pas en le remettant en cause.

Le courage de chacun se nourrira du courage de tous.

INTERVENCIÓN ANTE LA ASAMBLEA PLENARIA DE LA SEÑORA DOMINIQUE VOYNET**MINISTRA DE ACONDICINAMIENTO DEL TERRITORIO Y MEDIO
AMBIENTE****REPRESENTANTE DE FRANCIA**

Señora Presidente, señoras y señores

El año pasado en Kioto, nos fijamos objetivos, determinamos principios de acción y elegimos algunas herramientas de implementación a fin de intentar eliminar los cambios climáticos de gran envergadura a los que no queremos ni podemos resignarnos.

Aquí, en Buenos Aires, ¿estamos en condiciones de que nuestros compromisos se traduzcan en acciones concretas?

**PRIMER DESAFÍO: COMENCEMOS, NOSOTROS, LOS PAÍSES RICOS, A CUMPLIR CON
LA PALABRA EMPEÑADA**

La efectiva realización de las reducciones de emisiones por parte de los países del anexo 1 decidida en Kioto pasa, en un principio, por un esfuerzo nacional masivo de los países desarrollados.

Los países desarrollados no solo tienen una responsabilidad histórica, sino que además son los causantes de la mayor parte de las emisiones mundiales. Este esfuerzo básico de reducción de las emisiones será el criterio sobre el cual se evaluará la sinceridad del compromiso de cada uno de nuestros gobiernos.

Por cierto, varios países ya están adoptando medidas a nivel nacional, por ejemplo las normas de aislamiento de las viviendas, mejoramiento de los procedimientos industriales, reducción de las emisiones de los vehículos, control de la energía.

Pero un enfoque común de medidas colectivas es indispensable para mejorar su eficacia.

Con este objetivo, los países desarrollados deben a partir de ahora adoptar políticas y medidas apropiadas económicamente eficaces.

¿ CUÁLES SON LOS INSTRUMENTOS PARA LLEVARLO A CABO?

Antes que nada es necesario que exista un progreso de las tecnologías, principalmente mediante un esfuerzo de normalización del rendimiento de los equipamientos para el público en general y mediante acuerdos voluntarios de reducción de las emisiones en los transportes.

De esta manera, el acceso a equipamientos de alto rendimiento más baratos se tornará más fácil para todos los países.

También tenemos que apoyarnos sobre el carácter atractivo que presentan potenciales de reducción de carbono a través de mecanismos de mercado con un costo más reducido.

Ahora bien, los mecanismos internacionales de mercado considerados sólo constituirán un complemento, tal como lo hemos decidido juntos en Kioto.

A todo esto se agrega la duración de los plazos necesarios para la puesta en vigencia efectiva de dichos mecanismos.

Es por esta razón que hay que ir más lejos: no hay otra solución más que el compromiso de nuestras sociedades de abundancia y de despilfarro con un desarrollo más perdurable.

Los países que demoren en iniciar la transición son aquellos que tendrán una adaptación más difícil.

Es por ello que considero necesario utilizar otros medios de acción del Estado: leyes, normas, reglamentos, acuerdos voluntarios y también la política fiscal, habida cuenta del contenido de carbono y del impacto ambiental de las distintas actividades.

De esta manera, el resultado de esta política fiscal puede contribuir a nuestro esfuerzo de solidaridad en dirección de países en desarrollo y disminuir las deducciones que pesan sobre el empleo y el nivel de inversiones.

En lo que respecta a la política fiscal, la adaptación de nuestras industrias del sector competitivo sería facilitada de manera significativa por la adopción de medidas comunes que evitarían distorsiones originadas en una competencia feroz.

Pienso por supuesto en un impuesto sobre el kerosene.

Ustedes deben saber que Europa está avanzando a paso fuerte hacia esa dirección.

Los mecanismos comunitarios permiten reducir los costos a través de una mejor organización colectiva y una mayor competencia.

Si resultamos incapaces de avanzar con la unidad suficiente en esta senda, el establecimiento de un umbral a los esfuerzos nacionales dentro las reducciones totales fijadas en Kioto constituirá, para cada uno de nosotros, una garantía contra posibles distorsiones, todo esto en aras del principio de solidaridad.

SEGUNDO DESAFÍO, NO OLVIDEMOS A NADIE, TANTO EN EL ESFUERZO COMÚN COMO EN LA SOLIDARIDAD.

El esfuerzo común debe ser equitativo, es decir, proporcional a los medios de cada uno. La discusión acerca de la equidad de los derechos frente a este bien común, la atmósfera, es la clave del compromiso de todos.

La lucha contra el efecto invernadero no debe obstaculizar el desarrollo de los más débiles.

Por el contrario es necesario ayudarlos a trazar una nueva vía de desarrollo, más durable que la que hemos seguido los países industrializados.

Esto es tanto más urgente cuanto que estos países son frecuentemente las principales víctimas del cambio climático.

Debido al hecho que a fines del año 2020, la mayor parte de las emisiones debería provenir de los países en desarrollo, es fundamental ayudarlos para que cuenten lo más rápidamente posible con las mejores técnicas.

LA EQUIDAD EN EL ESFUERZO, LA EQUIDAD EN LOS DERECHOS.

Para ser equitativo, el esfuerzo común debe descansar sobre el principio de una convergencia, para todos los países, a largo plazo, de los índices de emisión de gas con efecto invernadero.

Dicha convergencia permitiría evaluar la evolución general de cada país y su contribución al esfuerzo común con una preocupación por la equidad. De esta manera, podría reconocerse como un esfuerzo de aplicación del protocolo de Kioto por parte de un país en desarrollo, toda acción que consistiese en orientar su desarrollo hacia esta estrategia de convergencia.

Este es el único camino que permitirá que los países del sur se inscriban progresivamente en el proceso iniciado en Kioto.

LA EQUIDAD EN LA DISTRIBUCIÓN DEL FINANCIAMIENTO

Ante todo se trata de la responsabilidad de los países ricos.

Con este espíritu, Francia acaba de decidir la anulación de la deuda de Honduras y Nicaragua, las cuales se vieron dramáticamente devastadas por el ciclón Mitch, por un monto de 240 millones de dólares.

Francia aporta una ayuda de emergencia de 4 millones de dólares, además de los 120 millones de dólares de la Unión Europea.

Por otra parte, Francia y Gran Bretaña proponen la creación de un Fondo que reemplace los reembolsos de los países de América Central frente al FMI.

En lo que respecta al efecto invernadero, las herramientas de financiamiento multilateral ya existen: se han iniciado proyectos de desarrollo principalmente dentro del marco del Fondo para el Medio Ambiente Mundial.

Sin embargo, una reflexión de conjunto se presenta como necesaria en la actualidad.

Debido a ello, Francia propuso, hace algunos días, organizar una conferencia internacional sobre los mecanismos necesarios para facilitar las transferencias de tecnologías. Nuestra preocupación consiste en intensificar las transferencias de know-how a favor de técnicas, sólidas, económicas y útiles.

Sin embargo esto atañe no solo al sector industrial. La lucha contra el efecto invernadero en los países del sur también debe apoyarse, por ejemplo, sobre una mayor eficacia energética en las viviendas nuevas y las infraestructuras públicas. La vida útil de estas es sin duda del orden de un siglo.

Este desafío, de tanta importancia como el equipamiento industrial, hace que sea necesario un esfuerzo masivo de transferencia de tecnología y conocimiento. Prevenir mediante la calidad de las infraestructuras nos costará a todos menos que mejorar con posterioridad equipamiento mal diseñado.

Francia está dispuesta a mantener un programa internacional de transferencia de know-how y de tecnologías para la construcción de edificios nuevos que dispongan de un correcto aislamiento térmico basándose sobre las políticas y medidas de los países del anexo 1.

Para acompañar estos diferentes esfuerzos, es esencial dotarse de los recursos provenientes de una ayuda adicional para un desarrollo sustentable.

A tales efectos, sería de utilidad hacer que progrese la idea de una contribución financiera tomada de los intercambios realizados en el marco de los diferentes mecanismos de flexibilidad.

TERCER DESAFÍO: ADOPCIÓN DE REGLAS QUE PERMITAN GARANTIZAR LA CONFIABILIDAD ECOLÓGICA Y LA SEGURIDAD JURÍDICA DE CADA MECANISMO DE MERCADO.

Estos mecanismos de flexibilidad pueden ser, al igual que la lengua de Esopo, tanto la mejor como la peor de las cosas.

La peor, en el caso de que no estén controlados y así constituirán una vía de escape a las obligaciones suscritas.

La mejor, en el caso de que permitan acelerar la reducción de las emisiones a un costo mínimo.

Es por estas razones que los mecanismos deberán basarse sobre un sistema confiable de regulación.

Este sistema deberá regir sobre la verificación del carácter efectivo y sustentable de las reducciones.

Deberá asegurar la transparencia y el acceso a las oportunidades de transacciones.

Deberá ser equitativo en la creación y el otorgamiento de los derechos a intercambiar. Un precio mínimo de la tonelada de carbono podría contribuir.

Finalmente, deberá verse acompañado por sanciones con responsabilidad del vendedor y del comprador.

Las recientes crisis financieras internacionales nos han recordado a todos hasta qué punto es indispensable la seguridad en las transacciones.

Los mecanismos no pueden provenir únicamente de la buena voluntad de los Estados, sino que deben estar definidos en el marco del protocolo de Kioto. Constituyen una condición para la eficacia y la credibilidad.

CONCLUSIÓN

La lucha contra el efecto invernadero requiere tanto de políticas públicas fuertes, como de todos los recursos de la técnica, la movilización de la iniciativa privada y una ciudadanía más activa.

Solo nos quedan unas horas para confluir en una gestión común.

Solo tengo una recomendación: preservemos el equilibrio de Kioto.

Progresaremos mejorándolo, y no cuestionándolo.

El valor de cada uno se nutrirá del valor de todos.